« Démographie et politique »

Yves Montenay

Séance 59, 29 septembre 2009, 10 h 30, Ambassadeurs Les dividendes de la transition démographique dans le monde arabe: cas général et exceptions

2202 : Monde Arabe : carrefour intercontinental entre transitions démographiques et mouvements de population http://iussp2009.princeton.edu/

L'auteur

MONTENAY Yves

Institutions de rattachement : l'ESCP (département SSH) 79, avenue de la République 75011 PARIS et l'ICEG, 12 rue Abel 75012 Paris (y adresser la correspondance)

iceg@noos.fr Tél/fax : 33 1 75 51 08 28

Yves Montenay, Centralien, Sciences-Po, docteur en démographie politique (pays arabes d'Afrique), a eu une double carrière en entreprise (gestion de l'énergie) et dans l'enseignement supérieur (direction d'une « grande école », coopération, cours et direction d'études sur la géopolitique des pays musulmans). Les deux l'ont mené à travailler notamment dans les pays arabes. Il édite via l'ICEG la lettre de vulgarisation *Échos du monde musulman*.

Démographie et politique

Résumé de 150 mots

Nous tenterons de montrer que les déterminants classiques de l'évolution démographique jouent plus ou moins bien suivant les grands choix politiques, que nous allons classer en choix « d'ouverture » ou de « fermeture », Ces choix (ou évolutions imposées) politiques, dont celui du régime économique, génèrent en effet d'autres déterminants « intermédiaires ». «Ouverture » doit se comprendre certes au sens économique mais aussi à celui de l'ouverture humaine et intellectuelle (circulation des hommes et des idées), ces trois ouvertures étant relativement indépendantes mais se favorisant néanmoins mutuellement.

Notre approche sera à la fois historique et comparative. Elle démarrera dans le courant du XIXè siècle avec une première ouverture limitée aux élites, suivie d'une phase de refermeture et enfin l'ouverture « de masse » actuelle. A chaque étape (qui a lieu à des époques différentes suivant les pays et qui y est plus ou moins marquée) les comparaisons entre pays éclaireront le jeu des déterminants démographiques et leurs résultats.

Démographie et politique

Texte définitif

Cette communication s'appuie sur les publications suivantes de l'auteur :« Démographie politique des pays arabes d'Afrique » (Paris IV, 1994), « Politique et démographie au Maghreb », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, n° 39, CNRS (avec Mehdi Lahlou), « Fardeau démographique ou fardeau politique ?», CREAD, Alger, 2004 et *Le monde arabe sous le poids du nombre* (numéro 88 des Cahiers de l'Orient, 2007). Elle s'appuie également sur les rapports et ouvrages de Youssef Courbage et d'Emmannuel Todd relatifs aux données

ethnographiques et à l'évolution démographique du monde musulman en général¹ et du Maroc en particulier.

Elle s'appuie enfin sur les nombreuses études, citées ou non dans celles mentionnées cidessus, qui décrivent l'évolution de la fécondité et ses déterminants immédiats. Nous en supposons bien connus les principaux résultats et nous limiterons ici à leurs interactions avec le politique au sens large, économie comprise, les deux étant très liées dans le monde arabe.

On admet en général que le politique a peu d'influence sur la démographie, du moins à l'exception très relative des « politiques de population ». La démographie est en effet une affaire d'une part privée et d'autre part soumise à des déterminants plutôt « sociotechniques » dont, classiquement, la scolarisation, l'urbanisation, le travail féminin extérieur ..., voire à « l'évolution des mentalités », points « non pilotables » politiquement, sauf, théoriquement², la scolarisation.

Notre thèse est néanmoins que, particulièrement dans le cas du monde arabe, l'action des décideurs politiques est indirectement très importante. Nous illustrerons cette idée en étudiant comment cette action indirecte (et souvent involontaire) passe par ce que nous appelons « la fermeture » et « l'ouverture ». Pour cela, nous tenterons de montrer que les déterminants classiques de l'évolution démographique jouent plus ou moins bien suivant cette « ouverture », qui génère également d'autres déterminants « intermédiaires ». Cette « ouverture comprend le régime économique (et pas seulement l'importance du commerce extérieur dans le PIB, appelée « ouverture » par des économistes, et qui n'en est que l'une des conséquences) mais aussi l'ouverture humaine et intellectuelle (circulation des hommes et des idées), ces trois ouvertures étant relativement indépendantes mais néanmoins se favorisant mutuellement. Elles sont largement conséquence du politique, intérieur surtout, mais aussi « extérieur »³.

Notre approche sera à la fois historique et comparative. Elle démarrera dans le courant du XIXè siècle avec une première ouverture limitée aux élites, suivie d'une phase de refermeture et enfin l'ouverture « de masse » actuelle. A chaque étape (qui a lieu à des époques différentes suivant les pays et qui y est plus ou moins marquée) les comparaisons entre pays éclaireront le jeu des déterminants démographiques et leurs résultats.

Une première ouverture élitaire

La fermeture séculaire du monde arabe du milieu du Moyen-Âge au début du XIXè siècle est frappante comparée à l'évolution occidentale. Certes cette fermeture fut moindre dans quelques points de la Méditerranée orientale ou de l'Océan Indien (mais cela touchait des milieux très restreints) qu'au Maroc, au nord du Yémen ou dans le royaume séoudien débutant, mais démographiquement, c'est à dire pour la masse de la population, cela s'est traduit par une stagnation à un niveau bas, avec un espérance de vie égale, voire inférieure à celle de l'Antiquité⁴.

Cette fermeture est symboliquement brisée par l'irruption de Bonaparte en Égypte, puis, plus concrètement par les contacts qu'elle génère (entourage de Mehemet Ali ...) ou va

¹ Dont *Le rendez-vous des civilisations*, Youssef Courbage et Emmanuel Todd, le Seuil, Paris, 2007.

² « théoriquement » car beaucoup de proclamations gouvernementales ne se traduisent pas sur le terrain, ou seulement « statistiquement », la dite scolarisation étant très imparfaite qualitativement et éloignée de ce qu'on entend par ce terme en Occident.

³ Les définitions, exemples et classements en matière « d'ouverture » et de « fermeture » s'appuient sur les chapitres 11 à 13 de « Démographie politique des pays arabes d'Afrique » (Paris IV, 1994) et les articles qui ont suivi (voir début de ce texte).

⁴ Philippe Fargues. Un siècle de transition démographique en Afrique méditerranéenne 1885-1985, *Population*, 1986, vol. 41, n° 2, pp. 205-232.

contribuer à déclencher (touristes érudits, scientifiques, commerçants, entrepreneurs ...) à titre individuel d'abord, colonial ensuite. Certains de ces scientifiques ou administrateurs coloniaux confirment le « bas » niveau d'alors (qualitatif et quantitatif) de la démographie arabe, ce qui va par ailleurs grandement faciliter la colonisation Par exemple rappelons que vers 1800 l'Égypte avait autour de 2,5 à 3 millions d'habitants, et la France autour de 25 (et de plus que l'adversaire était davantage les Mamelouks que la population locale), et que de 1830 à 1860 l'Algérie ne « mobilisait » que les Turcs, puis quelques groupes successifs de tribus, donc un minorité de ses quelques 2 à 3 millions d'habitants contre France centralisée d'environ 30 millions, ce qui explique d'ailleurs que la conquête n'était pas ressentie comme un événement important par la masse des Français⁵.

Les villes du monde arabe, alors très peu peuplées et « multiculurelles » (Chrétiens arabes, Grecs, Arméniens, Juifs et un nombre croissant d'Occidentaux) s'ouvrent alors aux usages européens, mais cela ne touche qu'une élite restreinte, limitée à certaines villes (en général des ports) et quasi inexistante à la campagne et dans la plupart des villes de l'intérieur.

Ces contacts individuels ou associatifs (dans l'empire ottoman notamment) et surtout coloniaux (qui grignotent progressivement cet empire, et y ajoutent le Maroc) vont permettre l'action la plus directe et la moins difficile du politique sur la démographie : la diminution des causes de mortalité de masse. Les autorités facilitent les approvisionnements lors de famines, lancent la vaccination et, dans une moindre mesure, diffusent des notions d'hygiène notamment concernant la qualité de l'eau. La mortalité baisse, mais pour des raisons exogènes⁶, point très important, ce qui explique que la fécondité reste élevée. La première phase de la transition démographique est entamée, les populations augmentent rapidement et la colonisation est précarisée par son propre succès.

Indépendances, refermeture et deuxième phase de la transition

Les indépendances amènent une refermeture générale par nationalisme et/ou socialisme. Refermeture parce que le nationalisme va exclure les étrangers, tant physiquement qu'intellectuellement, tandis que le socialisme par la nationalisation des entreprises va également éliminer les « capitalistes étrangers » et les élites cosmopolites qui les entouraient. Ce mouvement est général, même s'il est plus limité dans certains pays⁷, à l'exception des États du Golfe, à cette époque peu importants. L'impact de cette disparition d'une bonne part des élites et des résidents qualifiés sur le développement du monde arabe nous semble d'ailleurs largement sous-estimé. Cela sur le plan économico social : une entreprise nationale, peuplée de « cousins » trop nombreux et coupée du monde extérieur par l'étatisation du commerce, n'aura pas la même vie technique et intellectuelle qu'une entreprise occidentale. On peut faire des remarques analogues pour les idées économiques, sociales, et religieuses, à la fois faute de participants variés, du fait de programmes scolaires arabisés et ultranationalistes et de la pression politique de régimes musclés. Tout cela est d'origine politique et a limité durablement la connaissance du monde extérieur, contribuant au retard de la deuxième phase de la transition⁸.

On peut en faire une vérification rapide en plaçant les États arabes par ordre d'ouverture. Dans les années 1960, en allant du plus ouvert au moins ouvert, on trouvera le Liban, la Tunisie, le Maroc, puis nettement plus loin, l'Algérie, la Syrie et l'Egypte

⁶ Notion explicitée et appliquée à l'évolution démographique dans « *Démographie et bouleversements politiques en Algérie* », Yves Montenay, congrès FCHS, Wolfsville, Canada, 2005.

Le Maroc, la Tunisie, qui n'ont pas eu de phase socialiste, mais « seulement » une phase nationaliste moins poussée qu'ailleurs, ainsi que la Jordanie et le Liban (mais la guerre civile y a eu des effets analogues),

⁸ Le cas de l'Algérie est particulièrement net, et a été développé dans les ouvrages cités au début de ce texte.

⁵ D'après Philippe Fargues, *op cit*, pour l'Égypte et l'Algérie.

nassérienne et, plus loin encore l'Arabie Saoudite et le Yémen du Nord. On constatera que le passage à la deuxième phase de la transition suit le même ordre et notamment qu'il est à peine commencé au Yémen en 2009.

On peut en faire une vérification plus approfondie en comparant l'Egypte et la Tunisie. L'Egypte jusqu'en 1956 et la Tunisie jusque vers 1962, avaient une élite cosmopolite à laquelle était associée une part de l'élite nationale. Mais les taux de fécondité étant alors dans les deux pays de 6,5 à 7,2 d'enfants par femme suivant les années, on vérifie que cette ouverture restait élitaire et ne touchait pas la masse de la population. En 1980 les deux pays étaient descendus à 5,4 probablement du fait des effets croissants de la scolarisation. En 1990 l'Egypte était à 4,1 et la Tunisie à 3,5, en 1997-2000 respectivement à 3,5, et 2,4. Les dernières données connues sont de 3,1 et 1,9. On voit l'importance de l'avance de la Tunisie à partir des années 1980, que l'on peut mettre en parallèle avec les facteurs d'ouverture qui distinguent la Tunisie de l'Egypte :

- Une scolarisation plus complète
- Un bilinguisme franco arabe⁹, qui même imparfait, permet l'accès aux personnes et texte étrangers, y compris aux lectures « populaires », à la radio et à la télévision.
- Un bilinguisme d'autant plus utilisé qu'il y a, à partir de cette époque en Tunisie, plus d'un touriste par habitant, cela, à la suite de choix politico économiques délibérés, intégrant même de très bas coûts des télécommunications et des transports aériens bien avant d'autres pays.
- Une émigration tournée vers la France, avec des contacts fréquents avec le pays de départ, non seulement pour les vacances mais en permanence grâce au bas coût des communications téléphoniques.

On sait qu'en Egypte, la scolarisation, même si elle a commencé tôt, a été plus lente et monolingue arabe pendant cette période (cela a évolué depuis). Le taux d'analphabétisme des femmes, qui était assez voisin entre les deux pays (autour de 75% dans les années 70), était encore de 66% en Egypte en 1990, contre 44% en Tunisie, où il est maintenant quasiment nul pour les femmes de trente ans. On sait également que si le tourisme est important en Egypte, il se fait par groupe et par l'interface d'un guide qui est le seul bilingue que rencontreront les étrangers. On sait enfin que les émigrés égyptiens vont vers les pays du Golfe et notamment l'Arabie, d'où ils reviennent avec d'autres visions du monde que ceux venant de France.

Il faut ajouter que les deux pays ont alors une politique de limitation des naissances. Cette politique était plus ancienne en Egypte qu'en Tunisie, mais, en Tunisie, elle fut médiatiquement et vigoureusement appliquée dès qu'elle fut décidée. En Egypte par contre, les élites étaient alors natalistes¹⁰, notamment parce que « l'augmentation du nombre des Egyptiens est nécessaire pour combattre Israël ».

Pour ce qui concerne la mortalité, les causes de la période précédente (et notamment les bas cours alimentaires mondiaux) ont poursuivi leurs effets, sans plus, et l'on peut penser que la fermeture a ralenti sa baisse « naturelle » venant de la modernisation des comportements individuels.

L'échec global, et notamment économique, de ces politiques nationalistes et socialistes va déclencher dans un deuxième temps un « malthusianisme de pauvreté ». Rappelons que la baisse de la fécondité vient du cumul du recul de l'âge au mariage et de la diffusion de la contraception dans les couples mariés. Au Maghreb, où, comme dans les autres pays arabes, les naissances hors mariage restent très limitées, le recul de l'âge de première union

-

⁹ et souvent un trilinguisme avec l'italien, très présent à la télévision.

¹⁰ Youssef Courbage, *Les Cahiers de l'Orient*, n° 88, Paris 2007, synthétisant ses publications dans *Population* et s'appuyant sur l'enquête de Saad Eddin Ibrahim « State, women and civil society », Le Caire, 7 février 1994.

« enlève » aux femmes 10 à 15 ans de vie féconde¹¹. Ce recul vient largement de la rareté des emplois et des logements dans le contexte de l'échec économique couplé à une urbanisation rapide. L'exiguïté des logements est ensuite une des causes de la contraception dans le mariage. Les autres causes de ces deux évolutions tiennent au changement de genre de vie, lui même influencé par le degré d'ouverture (voir plus loin).

Cet échec économique va obliger par ailleurs les pays arabes à des ouvertures certes lentes et partielles, mais qui, en se conjuguant avec une certaine intrusion du monde extérieur, auront une nette incidence démographique.

Pression libérale et ouverture de masse

Le dernier quart du XXè siècle voit donc s'exercer des pressions internes et externes en faveur de la libéralisation économique et politique, d'autant que les idées dominantes sur le plan international avaient évolué, suite notamment aux difficultés croissantes des pays communistes.

Rappelons que l'URSS est en stagnation depuis les années 1970 et disparaît en 1989-91, que les catastrophes chinoises (*Le Grand bond en avant* avec sa famine record en 1960 puis la Révolution Culturelle en 1965-69) finissent par être (très tardivement) connues, comme la dégringolade de Cuba, du Vietnam et de bien d'autres, ainsi que les succès des « Dragons » auxquelles se rallient (économiquement) la Chine et le Vietnam à la fin du siècle. Les exmétropoles française et anglaises, interlocutrices d'une bonne part du monde arabe, sans partir d'aussi loin, se libéralisent également, avec Margaret Thatcher (1979-1990) et les gouvernements Barre, Fabius, Chirac, Rocard et Bérégovoy (1976-1993)¹², cap en gros maintenu par leurs successeurs.

Dans ce contexte l'ouverture économique égyptienne (progressive à partir des années 1970 et plus nette à partir des années 1990), le dahir proclamant la fin de la marocanisation (1983) et l'acceptation forcée par une Algérie en faillite de la libéralisation demandée par le FMI (1994) sont des étapes importantes d'un mouvement économique d'ensemble qui s'est doublé de ce que l'on pourrait appeler une « ouverture médiatique ». Au Maghreb, cette époque a amplifié les contacts culturels et humains avec la France, puis l'Europe occidentale, voire les États-Unis et le Canada.

Tout cela touche une part notable de la population, d'où notre terme « d'ouverture de masse » par opposition à l'ouverture élitaire précédente.

Reprenons ces différents points.

L'ouverture économique se traduit par la création d'entreprises locales, par des privatisations et par l'arrivée d'entreprises étrangères. Les répercussions humaines sont de deux ordres :

- les « modèles sociaux » évoluent : les médias décrivent de nouveaux types de notables (entrepreneurs, cadres supérieurs) et les employés, hommes et femmes, côtoient des techniciens et cadres moyens. Dans les entreprises « occidentales » et dans une partie de celles à capitaux arabes ces « modèles sociaux » sont européens ou formés « à l'européenne » ou en ont adopté le genre de vie. Cela est plus net au Maghreb qu'au

L'âge moyen des femmes premier mariage est passé de 18 ans en Algérie et au Maroc, de 19 ans en Tunisie en 1965, à 30 ans aujourd'hui. Le roi du Maroc a épousé une informaticienne de 28 ans, symbole par ailleurs de la diffusion de la qualification et de l'emploi salarié chez les femmes.

¹² Donc hors période 1981-83, qui y contribue néanmoins en montrant l'échec de « l'autre politique »

Machrek, où apparaît aussi le modèle « islam de marché » plus traditionaliste ¹³, répandu surtout en Turquie, mais présent également en Égypte.

- le fait même de voir croître l'offre d'emplois salariés extérieurs au domicile ou au petit commerce a une forte incidence sur le mode de vie, surtout s'il s'agit d'emploi féminin : le statut économique, donc général, de la femme est valorisé, celui de l'éducation également et le coût de l'enfant augmente du fait des pertes de salaire.

Rajoutons le rôle de ces entreprises particulières que sont les établissements d'enseignement privé à tous les niveaux, universitaire compris (les « écoles de langues », en Égypte accusées de « faire disparaître l'arabe)¹⁴, et surtout de l'enseignement technique (réseau Pigier au Maroc par exemple), souvent francophones et/ou anglophones avec des effets induits sur l'ouverture individuelle probablement importants, bien que non mesurables¹⁵

Bref l'ouverture économique accentue de diverses façons le rôle des déterminants classiques de la fécondité.

Une autre ouverture de masse est celle que nous avons qualifiée de « médiatique » : en quelques décennies les pays arabes sont passés de chaînes de télévision nationales uniques et diversement appréciées aux chaînes occidentales (italienne en Tunisie, puis francophones au Maghreb). A partir de 1996 c'est, avec Al Jézira puis ses concurrentes, la percée des chaînes arabophones régionales, dont une partie de la production vient d'autres univers culturels avant d'être traduite en arabe. Aujourd'hui les émissions vont « de partout à partout » ¹⁶ obligeant en retour les chaînes nationales à s'améliorer. Certes une bonne part de ces chaînes véhiculent du traditionalisme, mais la concurrence est rude partout, et plus encore là où les langues étrangères sont bien implantées. On retrouve l'implantation ancienne du français au Maghreb et au Liban et celle de l'anglais qui, fait maintenant des progrès rapides un peu partout. Si l'on ajoute à la télévision les autres médias (dont la presse, qui progresse avec l'alphabétisation en arabe, français et anglais et Internet, multilingue également), on voit que la vie quotidienne des citoyens s'est considérablement ouverte. Toutefois les programmes scolaires présentent une vision du monde qui joue en sens inverse, mais pas spécifiquement « anti-famille réduite ».

Enfin, toujours sur les plans individuel et « de masse», on peut noter le poids des diasporas avec le clivage déjà signalé pour la Tunisie entre l'influence « traditionalisante » des Égyptiens de la péninsule arabique et celle « occidentalisante » des Maghrébins et Libanais d'outremer

Tout cela s'est combiné pour donner accentuer ou limiter selon les pays l'impact des déterminants démographiques classiques pour mener à la baisse de la fécondité, comme le vérifie le fait que cette dernière a été plus rapide et plus profonde au Maghreb et au Liban dont nous avons noté la plus grande ouverture.

L'évolution récente : cliquet et islamisme

Pour les pays se ré-enrichissant (libéralisme économique et/ou hausse du pétrole), nous constatons un « effet de cliquet » bloquant une reprise de la fécondité (toujours en déclin ou

¹⁵ Cf. notamment les remarques de Youssef Courbage et d'Emmanuel Todd sur le rôle du plurilinguisme au Maroc, et les nôtres sur le rôle du français au Maghreb dans les textes cités au début de cet article.

¹³ Patrick Haenni *L'Islam de marché*, Seuil/République des idées, Paris 2005.

¹⁴ Cf. notamment http://ema.revues.org/index1963.html#tocto2n4

¹⁶ Par exemple, et toujours dans un contexte « d'ouverture », BRTV (en kabyle) de France vers la Kabylie, et Beur TV qui se veut « vitrine du Maghreb en France ».

stable depuis 4 ans, après les nettes chutes antérieures). Cet effet nous semble venir de ce que les causes profondes de la baisse sont l'ouverture, qui demeure, ainsi que le malthusianisme de pauvreté, qui perdure également. En effet, pour ce dernier point, les progrès statistiques du PIB n'ont pas eu suffisamment de répercussion concrète chez le citoyen de base¹⁷ avec un emploi et surtout un logement encore rare, auquel il faut ajouter le coût de l'enseignement, surtout s'il est privé. Ou, de manière plus positive, le cliquet indique que les augmentations de revenu de la partie de la population bénéficiant des changements sont d'abord affectés au logement et à l'éducation, et non à l'augmentation du nombre d'enfants.

Enfin quid de l'influence de l'islamisme sur la démographie ? Elle est bien entendu non directement mesurable. En première approximation, le fait que sa diffusion ait été concomitante de la baisse de la fécondité semble montrer qu'elle n'a pas d'incidence démographique. Les témoignages¹⁸ vont en général dans ce sens à l'exception de certains Égyptiens de retour d'Arabie, pays où d'ailleurs la fécondité baisse également. Si des téléévangélistes militants¹⁹ annoncent une Europe submergée par les enfants musulmans d'ici 2 décennies (!), il semble que l'individualisme prime sur les visées géopolitiques au niveau de chaque famille. Et sur le plan théologique, il n'y a pas en islam l'équivalent du « croissez et multipliez » chrétien. De nombreux auteurs analysent par ailleurs l'islamisme comme une réaction passagère à la modernisation²⁰.

Conclusion: importance du politique

Les évolutions en amont de la démographie sont donc largement politiques, qu'il s'agisse la colonisation initiant une baisse exogène de la mortalité, de l'isolement et du non développement découlant des nationalismes et des régimes économiques choisis à l'indépendance (maintenant dans un premier temps un niveau élevé de fécondité et générant ensuite un malthusianisme de pauvreté) et enfin de l'ouverture, voulue ou imposée. Tout cela nous semble bien plus large et plus déterminant que les « politiques de population », qui ne sont qu'un moyen, certes très utile si le besoin en est ressenti, mais qui est plus ou moins utilisé suivant les motivations familiales. Ces dernières dépendent notamment des « modèles sociaux » souvent étrangers que nous avons décrits et qui sont plus ou moins prégnants suivant l'ouverture du pays.

¹⁹ Parmi bien d'autres, l'Égyptien Amr Khaled le 10 mai sur *Dream 2 TV*

_

¹⁷ Cf. parmi bien d'autres, http://www.lexpressiondz.com/article/2/2008-09-16/56303.html

¹⁸ Dont celui, verbal, du démographe algérien Ali Kouaouci

²⁰ Travaux déjà cité de Youssef Courbage et d'Emmanuel Todd.